



Des BRICS aux townships: la ségrégation raciale et sociale se poursuit

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 27 avril 2019

[CADTM](#) 22 avril 2019

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire](#), [société et culture](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Township de Langa - Photo : Melanie Hardman (CC - Flickr)

Par la lutte, le peuple sud-africain a réussi à mettre fin il y a plus de 25 ans au régime légal de l'Apartheid [1]. Malgré cela, même si elle est contraire à la loi, la poursuite de la ségrégation raciale de facto est évidente. De plus, les attaques des capitalistes contre la majorité de la population est particulièrement prononcée. La lutte de classes est une réalité très clairement perceptible d'autant que l'évolution sociale principale, c'est l'accession d'une petite minorité de Noirs au statut de capitalistes. Face aux capitalistes blancs et noirs, une majorité de la population non blanche continue de vivre dans des conditions de pauvreté grave ou extrême. La population sud-africaine s'élève à environ 58 millions d'habitants dont près de 80% sont « noirs », 9 % sont « blancs », 9 % sont « coloured » (métis) et 2,6 % sont « asiatiques » (descendants d'Indiens, Ceylanais, Indonésiens, Malais,...) [2]. L'Afrique du Sud est un des pays de la planète où les inégalités sont les plus prononcées. De plus, le taux de chômage avoisine les 27%. L'ANC (Congrès National Africain), après avoir joué un rôle fondamental dans la lutte contre l'apartheid, dirige, avec le Parti Communiste, le pays depuis 25 ans. Le gouvernement ANC-PC applique une politique néolibérale avec un grain de politique sociale. La dure réalité de cette politique a trouvé une illustration tragique en 2012 quand les autorités ont fait réprimer une grève des mineurs à Marikana provoquant la mort de 34 ouvriers. Plusieurs dirigeants actuels de l'ANC, dont le capitaliste Cyril Ramaphosa [3] qui préside le pays depuis 2018, ont été mêlés à la répression et avaient des intérêts personnels dans l'entreprise privée propriétaire de la mine de Marikana. Le passé glorieux de l'ANC est bien loin. Dans un contexte très difficile, de nombreuses luttes de résistance ont lieu autour des quartiers pauvres tant dans les villes que dans le monde rural. De nombreux ménages populaires sont très endettés car les salaires ou les autres revenus sont insuffisants pour vivre. Sur les 34 mineurs tués à Marikana en 2012, 22 subissaient des prélèvements très importants sur leurs salaires afin de rembourser leurs dettes, tout cela parce que leurs salaires étaient tout à fait insuffisants. Bien sûr, il y a aussi la dette publique qui est en augmentation et dont le remboursement entraîne une limitation des dépenses sociales.

Compte-rendu de la mission du CADTM international en Afrique du Sud du 31 mars au 12 avril 2019

À l'occasion d'une réunion des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), plusieurs organisations, dont le CADTM International, se sont associées pour organiser une rencontre alternative intitulée « BRICS from below » qu'on pourrait traduire par « BRICS par en bas ». Les BRICS organisaient l'assemblée annuelle de la Nouvelle banque de

développement qui a démarré ses activités il y a peu. Le contre-sommet, qui a commencé le dimanche 31 mars, était organisé par différentes organisations dont l'[AIDC](#) (le Centre d'Information Alternative et de Développement) avec lequel le CADTM collabore depuis plus de vingt ans [4].

Étaient présents à cette conférence, des délégués/es du Brésil (Dialogo dos Povos, Telesur), de Chine (China Labour movement), d'Inde, d'Afrique du Sud, [de Russie](#) et des mouvements populaires d'Afrique du Sud.

Sushovan Dhar (du CADTM en Inde) et moi y avons participé comme représentants du CADTM International. J'y ai présenté la doctrine de la dette odieuse en montrant en quoi elle pouvait être utile pour faire face aux dettes générées par les mégaprojets soutenus par des prêts de la Banque des BRICS. Ces prêts sont essentiellement accordés à des projets qui ont un impact négatif sur l'environnement et sur les conditions de vie des populations des territoires concernés.

Voir le dépliant d'invitation à cette rencontre internationale à laquelle le CADTM était associé :

BRICS New Development Bank AGM

NDB 2019

March 31
9am-5pm

129 Rochester Road
Observatory, Cape Town

CADTM
ILRIG
AIDC
Alternative Information & Development Centre
brics-from-below
with People's Dialogue,
AIDC, UWC ACCEDE,
Committee for the Abolition of Illegitimate Debt
and the International Labour Research and Information Group

Bolsonaro-Putin-Modi-Xi-Ramaphosa threaten:
economic justice freedom decent jobs
democracy internet privacy right to strike
human rights local and global environments social spending

BRICS from-below 2019
COUNTER SUMMIT CAPE TOWN SOUTH AFRICA

Traduction en français du dépliant :

Le Cap, Afrique du Sud, 31 mars

Contre-sommet de la Banque des BRICS

Le Cap, Afrique du sud.

Assemblée générale annuelle de la Nouvelle banque de développement (NDB)

Assemblée générale annuelle de NDB : 1 et 2 avril au centre de convention internationale au Cap.

Notre **Contre-sommet sur la finance de développement** étudiera les prêts « BRICS » au Brésil, en Russie, en Inde, en Chine et en Afrique du Sud – à Eskom, Transnet et DBSA. La **Nouvelle banque de développement** (NDB) contribue déjà à la corruption, à l'éco-destruction et à la [dette extérieure insoutenable](#).

[BRICS par en bas avec People's Dialogue, AIDC, UWC, ACCEDE, le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes et l'International Labour Research and Information Group](#)

[Bolsonaro-Putin-Modi-Xi-Ramaphosa menacent :](#)

- [la justice économique](#)
- [la démocratie](#)
- [les droits humains](#)
- [la liberté](#)
- [la protection des données sur internet](#)
- [l'environnement global et local](#)
- [les emplois décents](#)
- [le droit de grève](#)
- [les budgets sociaux](#)

[BRICS – PAR – EN – BAS Contre-sommet 2019, Le Cap, Afrique du Sud Contre-sommet de la banque des BRICS](#)

Le 1^{er} avril des mouvements sociaux d'Afrique du Sud ont organisé un piquet de protestation devant le centre de convention où se tenait la réunion officielle de la Banque des BRICS.

Suite du programme de la délégation du CADTM du 1^{er} avril au 12 avril 2019 inclus

Lundi 1^{er} avril 2019 : Visite du quartier musulman, [Bo Kaap](#) situé au cœur historique de la ville du Cap en compagnie de Dominic Brown de l'AIDC et de Muhamad, un militant associatif qui est un ardent défenseur de la communauté musulmane qui vit dans ce quartier. Il s'agit d'un quartier populaire où les habitants essaient de réduire au maximum le processus de « gentrification » qui est en cours. La vie associative du quartier est très forte. C'était particulièrement utile de commencer le programme par cette visite car elle nous a permis de remonter le cours du temps en commençant avec le début de la colonisation européenne. Au 17^e siècle, la Hollande (à l'époque appelée les Provinces Unies), où dominait la religion protestante et où le grand commerce jouait un rôle fondamental dans ce qu'on appelle l'accumulation primitive menant progressivement à la société capitaliste, s'est lancée avidement à la conquête du monde dans la foulée du Portugal, de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France [5]. C'est une compagnie capitaliste privée créée par les grands

commerçants hollandais et soutenue par l'État, la VOC (*Vereenigde Oostindische Compagnie* - en français : Compagnie unie des Indes orientales) qui prit le contrôle de la région du Cap au milieu du 17^e siècle pour y installer une colonie afin de faciliter l'exploitation de l'Indonésie et d'autres territoires asiatiques conquis par les Provinces Unies. Le Cap était quasi à mi-chemin entre les Provinces Unies et l'Indonésie.



Le Cap est une étape obligée pour les navires qui après avoir descendu l'Atlantique le long des côtes de l'Afrique virent vers l'Est pour aller vers l'Asie. C'est le point de « rencontre » de deux océans, l'Océan Atlantique et l'Océan Indien. La VOC installa des colons hollandais et importa d'Indonésie, de Malaisie et de Ceylan des populations qu'elle réduisit en esclaves. Ces populations étaient musulmanes pour la plupart. Ce sont ces esclaves indonésiens, ceylanais et malais qui imprimèrent au quartier de Bo-Kaap son originalité. On y trouve aujourd'hui un cimetière musulman dont les premières sépultures remontent à plusieurs siècles, et qui constitue un des lieux de conservation de la mémoire de la lutte des esclaves pour leur émancipation. Les animateurs et animatrices de la communauté musulmane de Bo-Kaap sont très attachés à un islam cosmopolite et tout à fait ouvert. Ils refusent les subsides que proposent les autorités de l'Arabie saoudite car elles visent à imposer une version terriblement conservatrice de l'islam. D'après Muhamad, militant associatif, les mosquées sont un lieu de recueillement mais aussi de réflexion sur la nécessaire solidarité entre les peuples. Nous avons visité la mosquée la plus ancienne du quartier. La solidarité avec le peuple palestinien est particulièrement vibrante mais aussi celle avec les populations du Mozambique et du Zimbabwe particulièrement affectées par les conséquences du [cyclone Idai qui a frappé la région](#) le 14 mars 2019.

Les associations du quartier réussissent assez bien à s'opposer à la voracité des sociétés immobilières privées qui, avec le soutien des autorités de la métropole du Cap, essaient de racheter les logements populaires (c'est-à-dire des maisons modestes datant généralement de deux ou trois siècles) pour en faire des habitations de luxe.

Mardi 2 avril 2019 : En compagnie de Madoda d'AIDC, nous avons visité 3 *townships* de la banlieue de la ville du Cap : [Langa](#), celui de [Gugulethu](#), et [Khayelitsha](#). Plus d'un million de personnes y vivent dans des conditions précaires qui vont de la misère extrême (quelques tôles ou planches de bois à même le sol pour tout domicile) à un minimum d'aisance (de petites maisons avec sanitaires à l'intérieur). Qu'est-ce qu'un *township* ? C'est un quartier urbain pauvre et sous-équipé réservé aux non-blancs. Les townships ont été conçus au 20^e siècle par la classe dominante blanche pour y concentrer la main d'œuvre noire ou de couleur afin de pouvoir la contrôler en la maintenant dans des conditions de vie infra

humaines : logements très exigus souvent dépourvus de WC et d'eau potable, absence ou insuffisance d'égouts, insuffisance d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique, absence d'arbres, absence de parcs, etc. Cela permettait à la classe dominante blanche d'avoir à sa disposition des salariés et une réserve de chômeurs prêts à travailler pour des salaires très bas. Pendant des décennies dans chaque *township*, à côté de très petites maisons familiales, il y avait des dortoirs pour ouvriers qui n'avaient pas le droit de vivre avec leur famille. Lorsque l'apartheid a été instauré par voie légale à partir de 1948, les townships ont permis de séparer totalement la population noire et de couleur de la population blanche. Pour circuler, les habitants noirs des townships étaient obligés d'être munis d'un document, le Dompas, qui indiquait où ils étaient autorisés à vivre et à travailler (« *Dompas in South Africa in the past, the official document that black people had to carry with them to prove their identity and where they could live or work* »). Le fait d'être trouvé en rue sans son Dompas pouvait aboutir à une amende ou à une arrestation. Lors de notre visite du 2 avril 2019, nous avons commencé par parcourir le musée du Dompas qui se trouve au centre du *township* de Langa. Le musée permet de voir l'histoire de la politique de ségrégation raciale en partant de la réalité de ce quartier. Les luttes contre cette ségrégation raciale sont aussi bien mises en évidence. Le bâtiment dans lequel se trouve le musée est celui qui était occupé par les autorités blanches qui contrôlaient la vie du quartier, on y trouve l'ancien tribunal, les cellules d'arrêt,... (photo : Un dompas)

Un geste de résistance à l'apartheid consiste à brûler son laissez-passer (passeport intérieur) que tout Noir de plus de 16 ans doit porter sur soi. Ce document mentionne notamment les autorisations éventuelles de présence de son porteur dans les quartiers blancs indiqués au-delà des horaires de travail.



Nelson Mandela brûle son dompass en 1960

Ce qui est tout à fait frappant quand on se déplace vers les townships ou à l'intérieur de ceux-ci, c'est le constat que, 25 ans après la fin de l'apartheid, la ségrégation raciale se poursuit *de facto*. Selon les recensements officiels, plus de 98 % de la population de ces quartiers sont noirs, moins d'un habitant sur mille est blanc. Les conditions de vie restent tout à fait indécentes. Les conditions de logement et les transports publics sont tout à fait impropres à une vie normale.

Dans certains de ces quartiers le gouvernement de l'ANC a fait construire des petites

maisons qui ont été données à des milliers de familles, mais elles sont tout à fait insuffisantes. La surface habitable y est de 25 à 35 m² en moyenne, maximum 40 m². Les sanitaires sont à l'extérieur du logement. Néanmoins malgré ces limites évidentes, la majorité de ceux qui ont « bénéficié » de l'octroi de ces maisons constitue un soutien ferme au maintien de l'ANC au gouvernement. Les familles qui ont obtenu ces logements sont passées de la misère absolue à un minimum d'aisance.

Selon Sushovan qui vit à Kolkata, a travaillé à Mumbai et connaît bien les « slums » de ces deux mégapoles (moi-même je m'y suis rendu à plusieurs reprises), certains des slums indiens sont pires que les townships que nous avons visités mais les conditions de vie ne sont pas fondamentalement différentes. De même dans d'autres capitales comme Nairobi, Bamako ou Dakar. Or l'Afrique du Sud est depuis longtemps l'économie la plus développée de l'Afrique subsaharienne (même si aujourd'hui le PIB du Nigéria est supérieur à celui de l'Afrique du Sud) et son gouvernement est dirigé depuis 25 ans par l'ANC de Nelson Mandela et le Parti Communiste. Je pensais naïvement avant de visiter les townships et les autres quartiers de la ville du Cap que j'allais constater des transformations sociales positives. Certes, j'étais préparé à voir que certains Noirs étaient devenus très riches, grâce notamment à leur lien avec le gouvernement, mais je m'attendais à constater les effets progressistes d'une certaine redistribution sociale. Or je n'ai pas vu les Noirs les plus riches car ils sont peu nombreux et je n'ai pas fréquenté leur milieu pendant ce séjour de deux semaines, par contre constamment j'ai eu sous mes yeux les preuves du maintien d'un système social capitaliste et raciste. La misère est structurelle, massive et très visible. La séparation raciale reste très forte.

Comme indiqué au début, Sushovan et moi avons effectué cette visite en compagnie de Madoda qui est né en 1964 dans le township de Langa, qu'il connaît comme sa poche. Il a vécu l'humiliation du système des Dompas, il a participé aux luttes des années 1980 pour mettre un terme à l'apartheid. Aujourd'hui, il vit encore à Langa mais il y a acquis une maison d'une soixantaine de m² et vit avec sa famille dans les conditions qui sont celles des salariés ayant une sécurité d'existence grâce à un emploi stable et qualifié. À 300 mètres de sa maison, on trouve la partie la plus pauvre de Langa, là où des milliers de familles vivent dans des abris précaires en tôles et en bois.

Le taux de chômage avoisine ou dépasse les 50 % dans les townships.

Quand ensemble, nous nous sommes rendus dans le township de Khayelitsha où nous avons visité une des maisons offertes par le gouvernement, nous avons également pu constater qu'à l'entrée d'un quartier du township, il y avait une dizaine de WC en structures en plastique comme ceux qu'on utilise dans les festivals ou sur les terrains en construction.

Eric Toussaint

Fin de la première partie

Notes :

[1] Officiellement l'apartheid a été aboli en 1991. La première élection d'un président noir date de

1994. Nelson Mandela a présidé l’Afrique du Sud de 1994 à 1999.

[2] Le régime de l’apartheid a divisé la population en imposant ces 4 catégories : les Blancs, les Noirs, les *Coloured* (métis) et les Indiens.

[3] Voir la bio de C. Ramaphosa https://fr.wikipedia.org/wiki/Cyril_Ramaphosa Voir l’article en anglais de Patrick Bond <http://www.cadtm.org/South-Africa-Suffers-Capitalist-Crisis-Deja-Vu>

[4] Voici la liste complète des organisations qui se sont associées pour cet événement : AIDC (Centre d’Information Alternative et de Développement), l’African Centre for Citizenship and Democracy (ACCEDE, le Centre africain pour la citoyenneté et la démocratie), le Comité pour l’abolition des dettes illégitimes (CADTM), l’[International Labour Research and Information Group](#) (Groupe international de recherche et d’information sur le monde du travail), le Soweto Electricity Crisis Committee (le comité de crise des usagers du système électrique du township de Soweto), Earthlife, la South Durban Community Alliance, des professeurs de l’Université de Western Cap et de l’Université et de la Wits School of Governance de l’Université de Witwatersrand, parmi lesquels Patrick Bond. Pour info : le site du CADTM publie très régulièrement des articles de Patrick Bond principalement en anglais (voir en français : <http://www.cadtm.org/Patrick-Bond?lang=fr>).

[5] Voir Alain Bihr, Le Premier Âge du capitalisme (1415-1763). Tome 1 : L’Expansion européenne, Syllepse / Page 2, 2018, 700 pages, 30 euros.

Voir également : Eric Toussaint, « La globalisation de Christophe Colomb et Vasco de Gama à aujourd’hui » , <http://www.cadtm.org/La-globalisation-de-Christophe-Colomb-et-Vasco-de-Gama-a-aujourd-hui>

La source originale de cet article est [CADTM](#)
Copyright © [Eric Toussaint](#), [CADTM](#), 2019

Articles Par : [Eric Toussaint](#)

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d’ATTAC France. Il est l’auteur des livres, Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible, Syllepse, 2000, Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation, Les liens qui libèrent, 2017 ; Bancocratie, ADEN, Bruxelles, 2014 ; Procès d’un homme exemplaire, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un coup d’œil dans le rétroviseur. L’idéologie néolibérale des origines jusqu’à aujourd’hui, Le Cerisier, Mons,

2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres AAA, Audit, Annulation, Autre politique, Le Seuil, Paris, 2012 ; La dette ou la vie, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca